

## L'action politique partisane à la FTQ (1957-1976)

Edwidge Munn

Volume 12, 1983

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/llt12art02>

[Aller au sommaire du numéro](#)

### Éditeur(s)

Canadian Committee on Labour History

### ISSN

0700-3862 (imprimé)

1911-4842 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

### Citer cet article

Munn, E. (1983). L'action politique partisane à la FTQ (1957-1976). *Labour/Le Travailleur*, 12, 43–62.

# L'action politique partisane à la FTQ (1957-1976)

Edwidge Munn

IL N'EXISTE PAS ENCORE au Québec un parti ouvrier, une formation politique qui incarne les aspirations de la majorité des syndiqués et à laquelle est associée la plupart des organisations syndicales. Non pas que la question n'ait jamais été soulevée: dès sa fondation en 1957, la Fédération des Travailleurs du Québec (FTQ) comptait parmi ses grandes préoccupations celle de l'action politique partisane. Ce travail, qui couvre la période 1957-1976, se propose d'étudier les relations que la FTQ a établies avec les différents partis politiques oeuvrant tant sur les scènes fédérale que provinciale. Nous retiendrons plus particulièrement le cas du Nouveau Parti Démocratique (NPD) et de sa branche provinciale, le NPD-Québec, ainsi que le Parti Socialiste du Québec (PSQ) et le Parti Québécois (PQ). Une distinction entre appui officiel et appui effectif s'imposant, l'analyse des rapports entre la centrale syndicale et chacun de ces partis comportera deux volets: la définition idéale de la relation entre la FTQ et le parti choisi; l'évaluation de la relation existentielle entre la FTQ et ce parti.

Afin de mieux comprendre l'importance et les limites de l'engagement politique de la FTQ, il est nécessaire de retracer les antécédents historiques de cette centrale et de récapituler les conditions de sa fondation.

## I

### La FTQ et le NPD: une alliance sans avenir

L'IMPLICATION POLITIQUE DE LA FTQ est un héritage idéologique du Congrès canadien du travail (CCT) qui, dès 1942, déclarait "son appréciation pour le travail fait par le CCF au Parlement pour les travailleurs."<sup>1</sup> Au congrès de Montréal l'année suivante, était adoptée une résolution reconnaissant le CCF comme "arme politique." Face à l'antagonisme des vieux partis envers le nouvel esprit militant des syndicats, le CCT décidait d'appuyer officiellement ce parti et d'adhérer à son programme. Le CCT joindra les paroles aux actes, en

<sup>1</sup> C.A. Scotton, *Le syndicalisme canadien et la politique* (Ottawa n.d.), 31.

Edwidge Munn, "L'action politique partisane à la FTQ (1957-76)," *Labour/Le Travailleur*, 12 (Fall 1983), 43-61.

mettant sur pied des comités d'action politique chargés d'assurer la liaison entre les groupes de syndiqués et le CCF, et responsables aussi de l'aide financière.

En 1956, le CCT fusionne avec le CMTC, en dépit de profondes divergences d'opinion sur la question de l'activité politique. Mais un compromis énoncé en des termes suffisamment généraux accordait aux organismes affiliés au nouveau congrès ainsi formé, le Congrès du travail du Canada (CTC), la plus grande liberté d'action dans le choix des méthodes à employer pour parvenir à leurs objectifs sur le plan politique.<sup>2</sup> À l'assemblée biennale du CTC tenue à Winnipeg en 1958, les délégués se sont déclarés convaincus de "[la] nécessité pressante de former un puissant parti politique, au Canada, pour défendre les intérêts des travailleurs et des agriculteurs, et de groupes semblables financés et dirigés par le peuple et ses organisations."<sup>3</sup> Au congrès national du CCF tenu trois mois plus tard à Montréal, une résolution accueillait les initiatives du mouvement syndical et demandait qu'on poursuive les démarches et qu'on formule les propositions en vue de la formation d'un grand parti politique, qui sera la NPD.

Conséquence d'un processus d'unité syndicale ayant son origine aux États-Unis, la fusion du CMTC et du CCT entraîna, en 1957, la fusion des organismes syndicaux intermédiaires dans la province: la Fédération provinciale du travail du Québec (FPTQ) rattachée au CMTC, et la Fédération des unions industrielles du Québec (FUIQ) liée au CCT. La FTQ est issue de cette union de deux mouvements différents par leur appui chez les travailleurs, par leur importance numérique respective et par leurs conceptions de l'action syndicale. Les deux tendances tenteront de triompher au sein de la FTQ. De tradition gompérienne, la FPTQ défend depuis sa fondation en 1937 l'idéologie du syndicalisme d'affaire et constitue un groupe de pression agissant à court terme et défendant essentiellement les revendications économiques des travailleurs. La réussite des démarches de la FPTQ nécessite une attitude conciliante envers le gouvernement et le patronat, et un faible engagement social. C'est pourquoi elle ne sera pas un centre de fermentation idéologique et évitera soigneusement toute action politique directe.

Par opposition, la FUIQ, très minoritaire du point de vue du nombre, mais représentant la grande industrie manufacturière (métallurgie, vêtement, alimentation, etc.) est affiliée au CCT et regroupe les syndicats industriels (CIO) au Québec. Très revendicatrice, la FUIQ croit en l'action politique ouvrière comme prolongement à l'action syndicale et n'hésitera pas à s'opposer ouvertement aux agissements du gouvernement provincial. Avec le "Manifeste de Joliette de 1955" qui cherche à former une coalition politique des forces sociales d'opposition au régime, la FUIQ fait plus que condamner le gouvernement Duplessis; elle expose un programme global pour la réforme radicale de la

<sup>2</sup> *Ibid.*, 32.

<sup>3</sup> *Ibid.*, 35.

société québécoise. Ce manifeste restera important, non pas à cause de ses suites immédiates dans la vie politique au Québec, mais parce qu'il influencera l'évolution ultérieure de la FTQ.<sup>4</sup>

La fusion de la FUIQ et de la FPTQ, deux mouvements aux traditions divergentes, ne pouvait être réalisée qu'à la suite de compromis impliquant la mise en veilleuse des engagements idéologiques à long terme. La FUIQ feint de céder sur ce point mais réitérera ses prises de position, quant à l'action politique, plus tard à l'intérieur de la FTQ. Cependant, la nouvelle fédération naissante se trouvait dès sa fondation déchirée entre des forces conservatrices et progressistes.

La grève des mineurs de cuivre à Murdochville en 1957 allait toutefois décider rapidement de l'orientation de la FTQ. Cette grève marquait un point tournant dans la lutte du mouvement ouvrier contre le régime Duplessis et elle entraînait pour la première fois les anciens dirigeants de l'ex-FPTQ dans un affrontement direct et ouvert avec le gouvernement. Elle permit à la FTQ de réévaluer l'efficacité des vieilles pratiques de la FPTQ et de constater que les luttes ouvrières rendaient de plus en plus urgent le recours à l'action politique. Une tendance radicale de l'ex-FUIQ, menée par Roméo Mathieu, saisit l'occasion pour promouvoir l'idée de la participation électorale active de la FTQ.<sup>5</sup>

Lors du 2<sup>e</sup> congrès de la Fédération, en novembre 1957, la question de l'action politique syndicale est longuement débattue. Le président, Roger Provost, reconnaît dans son discours d'ouverture qu'il faut dépasser les cadres classiques de la lutte exclusivement économique:

Le mouvement ouvrier est de plus en plus conscient que le facteur politique intervient davantage dans le développement et l'épanouissement économique du mouvement ouvrier. Son existence, son progrès, son avancement sont conditionnés par les lois passées par des Parlements et administrés par des commissions désignées par ces mêmes Parlements. L'incidence politique est donc importante.<sup>6</sup>

Toutefois, Roger Provost mettra les syndiqués en garde contre la tentation de se lancer aveuglément dans l'aventure de l'action politique par crainte qu'une division du mouvement syndical ne s'ensuive. Ainsi la déclaration de principes de la FTQ adoptée lors du congrès garde-t-elle un arrière-goût conservateur. Certes, elle reconnaît que l'action politique n'est pas seulement l'aboutissement de l'action syndicale, mais la condition même de la survie du mouvement syndical; elle affirme la nécessité d'appuyer le parti politique qui fournira à la FTQ "les meilleures garanties en travaillant sérieusement et de façon constante dans l'intérêt de la classe laborieuse."<sup>7</sup> Mais il est clairement indiqué que l'action politique partisane est conçue principalement dans la perspective des intérêts économique-professionnels des membres et constitue un instrument

<sup>4</sup> L.M. Tremblay, *Le syndicalisme québécois: idéologie de la CSN et de la FTQ, 1940-1970* (Montréal 1972), 126-41.

<sup>5</sup> R. Cyr et Roy, *Éléments d'histoire de la FTQ* (Laval 1981), 45.

<sup>6</sup> Roger Provost, discours inaugural, congrès de novembre 1957.

<sup>7</sup> FTQ, *Déclaration de principes de la FTQ*, 14 et 16 novembre, 1957.

que l'on utilise parce que les méthodes traditionnelles non-partisanes se sont avérées insuffisantes.

La montée de la "tradition FUIQ" et la politisation de la FTQ seront davantage favorisées par la décision conjointe du CCF et du CTC de mettre sur pied un nouveau parti politique qui regroupera, selon la résolution adoptée à Winnipeg en avril 1958, les syndicats ouvriers, les associations agricoles et tout autre mouvement à tendances progressistes. Ainsi, un an et demi après sa fondation, la FTQ suivra la ligne de conduite du CTC et se laissera emporter dans la création de ce troisième parti, se détournant ainsi de son aile droite, adversaire de toute action politique ouvrière.

C'est ce qui explique le changement d'attitude de Roger Provost lors du congrès de la FTQ en novembre 1958. Alors qu'il prônait auparavant une action strictement économique, il préconise désormais une action politique partisane et crée un précédent au Québec en engageant officiellement sa centrale dans la création d'un parti politique différent des partis dominants. Tout en précisant bien que la FTQ ne s'attache pas à la formation d'un parti ouvrier ("un parti de classe"), et qu'elle gardera en toute occasion son indépendance d'action, Roger Provost souligne les avantages de travailler à la fondation d'un nouveau parti dévoué à la classe ouvrière. Celle-ci pourra mieux influencer le programme du parti et jouer un rôle important dans ses cadres. Elle pourra atteindre ainsi plus rapidement et plus complètement ses buts. Les ouvriers doivent arrêter de voter pour le candidat du patron. D'autre part, un nouveau parti politique permettrait de "replacer dans une saine perspective la pensée politique parfois anarchique qui a cours dans le mouvement syndical et de coordonner l'action politique de petits groupes d'avant-garde."<sup>8</sup>

La position du président Roger Provost, qui signifie un rejet du gompérisme, sera entérinée par l'assemblée. Lors du 4<sup>e</sup> congrès, tenu en novembre 1959, la FTQ, forte de l'appui inconditionnel des Métallurgistes Unis d'Amérique, réaffirme son intention de créer un nouveau parti politique. Adoptée avec quatre dissidences seulement, la résolution d'action politique donne aux dirigeants du syndicat le mandat d'intensifier le travail entrepris en organisant une vaste campagne de publicité afin de démontrer à la population la similitude d'intérêts et de besoins qui existent entre les diverses classes laborieuses.<sup>9</sup>

Toutefois, dans les coulisses, on demeure hésitant et l'on souhaite encore que la FTQ s'abstienne de faire de l'action politique. On craint surtout une division au sein de la centrale et une inféodation au parti. On considère toute attache politique partisane comme une entrave à la liberté de pensée et d'action: personne n'a la pouvoir de dire aux syndicats comment voter. Ce à quoi *Le Monde Ouvrier* (organe officiel de la FTQ) rétorque, pour rassurer les opposants, que rien ne force les syndiqués à appuyer un parti contre leur gré: les adversaires n'auront qu'à bloquer leur cotisation au parti, tandis que les parti-

<sup>8</sup> *Le Monde Ouvrier*, mai 1958.

<sup>9</sup> *Ibid.*, décembre 1958.

sans y adhéreront individuellement ou même, ajoute-t-on, de façon collective en dehors de leur syndicat.<sup>10</sup>

En consacrant de son temps à la politique, la FTQ ne risque-t-elle pas de négliger l'organisation syndicale et les négociations collectives? Plusieurs ne croient pas en l'honnêteté de leurs dirigeants: "il y a trop d'opportunistes dans nos rangs, trop de permanents qui ne sont là que pour avoir des jobs."<sup>11</sup> Pour les partisans de l'action politique, la solution à tous ces problèmes réside dans l'amplification de l'éducation politique. Bien informés, "c'est à l'unanimité complète que les travailleurs devraient approuver la création d'un nouveau parti politique du peuple dans deux ans."<sup>12</sup> Finalement, la FTQ réussira à surmonter les anciennes rivalités syndicales entre la FPTQ et la FUIQ. Mais si elle réussit à maintenir l'unité, elle doit surtout attribuer son succès à la puissante vague anti-duplessiste qui fait rage alors au Québec et qui contribue à rassembler les éléments progressistes du mouvement syndical.

Ces derniers s'intéressent de plus en plus au projet social-démocrate mis de l'avant par le Nouveau Parti Démocratique qui, dans le but de se rapprocher des travailleurs québécois et de la FTQ, promet de reconnaître les droits nationaux des Canadiens français, reconnaissance qui avait toujours été niée par les deux partis fédéraux dominants. Cette prise de position du NPD suscitera donc bien des espoirs. En se joignant au Nouveau Parti en 1961, la FTQ fera plus qu'épouser simplement la démarche du CTC. Elle compte sur le NPD pour faire valoir efficacement et concrètement la cause des Canadiens français, et voit dans cette alliance l'occasion de se donner une base idéologique. De plus, il s'agit là d'une chance unique pour les ouvriers de doter les classes populaires de l'instrument politique dont elles ont besoin pour atteindre leurs fins légitimes. Selon Noël Pérusse, directeur des relations extérieures de la FTQ, la grande majorité des problèmes qui confrontent le mouvement ouvrier, dépasse maintenant largement les cadres du syndicalisme traditionnel. Les travailleurs doivent chercher à influencer le cours des événements politiques dans toute la mesure du possible, aller à la limite de leurs ressources humaines et financières.<sup>13</sup>

Forte de ces arguments, la FTQ se prononce, au congrès de 1961, en faveur de la formation du NPD et lui promet son appui. Appui qui sera réitéré lors des congrès suivants et qui sera inscrit dans les statuts de la FTQ en 1961. L'article II de la Constitution de la centrale stipule que les fins et les buts de la Fédération sont:

d'inciter ses membres à participer à la vie politique aux niveaux fédéral, provincial, municipal et scolaire, en parachevant leur éducation de citoyens et en les encourageant à s'engager politiquement de façon collective et individuelle, dans la formation démo-

<sup>10</sup> *Ibid.*, avril 1960.

<sup>11</sup> *Ibid.*, décembre 1958.

<sup>12</sup> *Ibid.*, mai 1958.

<sup>13</sup> *Ibid.*, avril 1962.

cratiquement choisie en congrès par voix majoritaire, comme représentant le plus fidèlement les intérêts et les aspirations des travailleurs, c'est-à-dire présentement le NPD.<sup>14</sup>

Cet appui moral sera secondé par une aide technique et financière, particulièrement lors des campagnes électorales. La collaboration prend plusieurs aspects. La direction de la FTQ prie tous ses locaux de s'affilier sans délai au NPD et leur recommande d'encourager leurs membres à y adhérer individuellement. "La FTQ demande à tous ses membres un appui total au NPD. La FTQ a non seulement le droit, mais aussi le devoir d'agir ainsi, en vertu d'un amendement à sa constitution adopté par vos délégués à son congrès de novembre 1961."<sup>15</sup> C'est une décision démocratique à laquelle il faut se soumettre par crainte de montrer une désunion ouvrière. Le Comité général d'éducation et d'action politique se voit confier la responsabilité d'encourager l'adhésion personnelle des syndiqués au NPD. Il incite les affiliés de la FTQ à créer, à l'échelon du syndicat local, un comité d'action politique et à constituer un fond d'action politique en se fixant comme objectif la somme de \$1.00 par membre par année. Lancée en octobre 1962, une autre campagne de recrutement vise à faire signer des cartes d'adhésion à \$3.00 à un minimum de 10% des travailleurs syndiqués à la FTQ.<sup>16</sup>

Lors des différentes élections fédérales, la FTQ mobilise intensément ses énergies pour entraîner ses membres à sa suite. Elle affirme que le vote reste bien sûr une question de conscience personnelle, mais elle n'en sollicitera pas moins un vote collectif des travailleurs. *Le Monde Ouvrier* consacre des numéros entiers aux diverses campagnes électorales. Lors des élections fédérales du 8 avril 1963, une publication spéciale du journal est tirée à 100,000 exemplaires et est distribuée gratuitement. On y explique les avantages du programme du NPD qui offre la meilleure solution au problème du chômage. Le NPD, peut-on lire, est indépendant de la haute finance et de la grande industrie et peut mieux résister aux pressions économiques des grandes puissances étrangères. Voter pour le NPD, c'est aussi "voter pour la planification et pour la reconnaissance et le renforcement des syndicats ouvriers."<sup>17</sup> Dans les années subséquentes, la FTQ sous la présidence de Louis Laberge, reprendra sensiblement le même langage: l'appui au NPD est motivé par "un profond désir de mettre fin au marasme économique et au désordre social."<sup>18</sup> Le nouveau parti est seul à offrir au mouvement syndical une place importante dans ses cadres et à le défendre contre les intérêts des grandes compagnies. La stratégie consiste à unir les forces de gauche derrière le NPD pour présenter un front uni contre les vieux partis; s'abstenir de voter, c'est leur laisser le champ libre.<sup>19</sup>

Les dirigeants de la FTQ voudront aller au delà des mots d'ordre. Il ne suffit

<sup>14</sup> FTQ, *Constitutions et règlements de la FTQ*.

<sup>15</sup> FTQ, *Proclamation officielle du comité exécutif de la FTQ*, juin 1962.

<sup>16</sup> Archives FTQ, Dossier 591, Relations NPD-FTQ, élections du 8 avril 1963.

<sup>17</sup> *Ibid.*

<sup>18</sup> *Le Devoir*, 16 mai 1968.

<sup>19</sup> *Le Monde Ouvrier*, avril 1961.

pas de voter, il faut aussi participer et prêter au NPD ses sources d'organisation. Des ralliements en faveur des candidats du nouveau parti ont lieu à Montréal. Plusieurs de ces candidats viennent de la FTQ, et la majorité d'entre eux appartiennent aux Métallurgistes Unis d'Amérique.<sup>20</sup> Des quêtes publiques sont organisées pour ramasser des fonds au NPD. Pour le scrutin électoral du 8 avril 1963, la FTQ versera au NPD \$1,803.50 et paiera \$2,752.08 en dépenses diverses.<sup>21</sup>

En dépit de tout son dévouement, la direction de la FTQ ne peut que constater le désintérêt de ses membres. Désintérêt qui se manifeste d'abord par la difficulté d'inciter les locaux à s'affilier aux activités du NPD, et par le faible taux d'adhésion des syndiqués à ce parti. Dès avril 1961, Roger Provost se plaint de la lenteur du recrutement: 960 syndiqués, dont environ le tiers provient des Métallurgistes Unis d'Amérique, possèdent leur carte du membre du NPD.<sup>22</sup> En janvier 1963, un rapport du comité exécutif de la Fédération souligne que l'objectif de 10,000 membres est loin d'être atteint.<sup>23</sup> En 1969, la situation n'est guère plus reluisante: sur les 280,000 travailleurs que regroupe la FTQ, seulement 9,500 sont affiliés au NPD via leur syndicat.<sup>24</sup> Ils appartiennent surtout à des unions industrielles de la région de Montréal comme l'indique le tableau ci-dessous. Un effort particulier d'animation reste à faire dans les autres régions du Québec.

Locaux et membres affiliés  
au NPD au Québec en 1969

Union	Nombre de locaux	Nombre de membres affiliés
United Auto Workers (UAW)	1	534
Railway and Transport Allied Workers (CBRT)	6	3391
United Electrical (UE)	1	186
Canadian Food and Allied Workers (CFAW)	31	2867
Métallurgistes Unis d'Amérique (MUA)	13	2534

Source: F. Isbester, *Canadian Labour in Transition* (Toronto: Prentice Hall 1971), 235.

<sup>20</sup> *Ibid.*, mai 1962.

<sup>21</sup> Rapport de la campagne électorale du 8 avril 1963, Archives FTQ.

<sup>22</sup> *Le Monde Ouvrier*, avril 1961.

<sup>23</sup> FTQ, Dossier 591.6, Relations NPD-FTQ, 1963.

<sup>24</sup> F. Isbester, *Canadian Labour in Transition* (Toronto 1971), 235.

Cette faible participation explique par ailleurs la médiocrité des résultats électoraux du NPD au Québec. L'envoi par la FTQ de documents politiques à ses locaux semble n'avoir eu que peu d'influence sur l'engagement politique des travailleurs. Aux élections du 18 juin 1962, le NPD est représenté au Québec par 40 candidats dont 15 à Montréal. Aucun d'entre eux n'est élu, mais on considère encourageant que le parti ait recueilli dans la province près de 100,000 voix et 10% du vote dans des comtés montréalais.<sup>25</sup> Aux élections du 8 avril 1963, le NPD enregistre une certaine progression là où il avait fait campagne en 1962. Il obtient 12.8% des suffrages dans la région de Montréal, mais seulement 5.5% dans le reste de la province.<sup>26</sup> En 1970, le NPD n'a toujours pas fait élire de candidat au Québec et on remarque que les travailleurs syndiqués accordent encore massivement leur appui aux partis libéral et conservateur.

Dès 1962, les dirigeants de la FTQ sont conscients de l'écart qui existe entre eux et les syndiqués de la base. Mais l'analyse qu'ils font du problème reste superficielle et se veut optimiste. Pour Roger Provost, le fait que les syndiqués n'aient pas suivi l'ordre de vote ne constitue pas un manque de confiance dans les dirigeants de la centrale. Il y voit plutôt "une conséquence du climat de liberté démocratique qui existe dans le mouvement syndical."<sup>27</sup> Les ouvriers qui appuient le NPD manquent d'efficacité comme organisateurs politiques. Seule une éducation politique solide convaincrat les membres de la FTQ de la nécessité d'appuyer le nouveau parti.

De plus, le NPD doit compter au Québec avec un important rival politique, le Crédit social. Considéré comme un pérille, il représente paradoxalement un espoir pour le NPD, car aux élections de 1962, il a prouvé qu'il était possible à un tiers parti de percer sur la scène politique fédérale. La FTQ interprète l'appui des Canadiens français au parti créditiste comme étant un vote contre les "vieux partis" et contre les classes dirigeantes. *Le Monde Ouvrier* estime que le Crédit social ne serait venu que combler un vide que le NPD, trop jeune et encore mal organisé, n'était pas prêt à occuper: "On ne peut reprocher à des travailleurs qui désiraient un renouveau politique d'avoir voté de bonne foi pour le Crédit social quand on n'a pas réussi à leur présenter avec efficacité une formule de rechange. La prochaine fois, ils choisiront la seule solution de rechange: le NPD."<sup>28</sup>

Les échecs répétés du NPD au Québec allaient toutefois rapidement éteindre cette flamme d'espoir et provoquer à partir de 1968 une sérieuse remise en question de l'appui de la Fédération au nouveau parti. Le document de travail du comité d'action politique de la FTQ, présenté au congrès de 1969, a étudié à fond le problème. Il se demande pourquoi l'orientation politique de la FTQ, décidée en congrès, n'a jamais fait l'unanimité et n'a jamais débouchée dans

<sup>25</sup> FTQ, 7<sup>e</sup> congrès, novembre 1962.

<sup>26</sup> *Le Monde Ouvrier*, avril 1963.

<sup>27</sup> *Ibid.*, mai 1962.

<sup>28</sup> *Ibid.*, juin 1962.

une action concrète. On constate que l'effort fourni pour implanter le NPD au Québec fut marginal. Possédant peu de ressources humaines et techniques, la FTQ pouvait d'autant plus difficilement organiser l'appui massif de ses membres que le sentiment d'appartenance à la centrale était encore faiblement développé à la base.<sup>29</sup>

Toujours selon le rapport du comité, la FTQ a mis la charrue devant les boeufs en accordant en 1961 son appui au NPD. En effet, l'option ne correspondait en rien de profond tant chez les cadres du mouvement que chez les membres syndiqués. La FTQ a fait une erreur stratégique — mais non pas une erreur de principe — en ne s'assurant pas d'un appui favorable de la base. La raison généralement avancée pour expliquer l'apathie des syndiqués, le manque d'éducation politique, n'est pas jugée satisfaisante par le comité qui affirme que les travailleurs ont une éducation politique mais qui leur fut donnée par les partis politiques traditionnels. On leur a appris à ne pas établir de liens entre leur comportement politique et leurs activités syndicales. Le travailleur est par ailleurs surtout intéressé par des gains tangibles et fait nécessairement plus confiance aux syndicats qu'à un parti politique. Aussi faut-il "refaire" leur éducation politique: "c'est la mentalité politique des travailleurs que nous croyons urgent de changer en lui permettant de voir l'interaction constante de l'action sociale et économique avec le pouvoir politique incarné par un gouvernement."<sup>30</sup> Le comité réitère cependant son appui au NPD, le seul parti capable, selon lui, de défendre les principes sociaux et économiques du syndicalisme.

Toutefois, le NPD n'est plus à l'abri des critiques. Un groupe de recherche qui a interrogé des militants de locaux affiliés au CTC-Québec sur l'action politique, a recueilli les commentaires suivants au lendemain des élections fédérales du 25 juin 1968: les candidats du NPD ne sont pas assez connus et manquent d'envergure politique; on demande des contacts plus continus entre les locaux et les candidats du NPD au niveau des circonscriptions; on estime que le Québec a besoin d'un mouvement de contestation et que le NPD ne va pas assez loin dans ce sens; enfin, son socialisme est trop édulcoré, ce qui empêche le NPD d'être un authentique parti travailliste.<sup>31</sup>

L'appui au NPD s'avérant donc infructueux, tant au niveau de la rentabilité politique que de la participation syndicale, une proposition est soumise au congrès de 1971, visant à rayer des statuts de la centrale l'appui officiel au NPD. Il est unanimement convenu de supprimer l'invitation faite aux membres à militer individuellement ou collectivement au sein du parti défendant le mieux les intérêts des travailleurs, à savoir le NPD. Il est à noter cependant que le retrait de l'appui officiel au NPD n'est pas un rejet de ce parti, car la FTQ

<sup>29</sup> Roback, *op. cit.*, 34.

<sup>30</sup> Rapport du comité d'action politique, documents de travail, 11<sup>e</sup> congrès, novembre 1969.

<sup>31</sup> Rapport de recherche sur l'action politique des locaux affiliés au CTC-Q. Questionnaire n.d., faisant suite aux élections fédérales du 25 juin 1968.

continuera de le soutenir moralement lors des élections subséquentes.

L'échec de l'appui de la FTQ au NPD depuis le début des années 60 remet en cause la forme d'engagement politique pris par la centrale. Les vieux débats sur l'action politique renaissent. On s'interroge sur l'utilité d'appuyer un parti politique alors que l'on sait qu'une large fraction des syndiqués ne suivront pas les directives émises. Ne vaut-il pas mieux agir seulement en groupe de pression? L'hypothèse est rejetée car l'ensemble des délégués au congrès demeurent convaincus de la nécessité d'une action politique directe. C'est alors que l'idée de créer un parti ouvrier ressurgit avec force. Plusieurs estiment que la réalisation d'un tel projet passe par des campagnes d'éducation. On s'interroge sur le sens des luttes entreprises par la FTQ: visent-elles à critiquer un gouvernement, à atteindre seulement des fins syndicales, ou cherchent-elles à modifier à long terme les structures de la société?

## II

L'expérience provinciale:

L'échec du NPD-Q

DEVANT L'ÉCHEC DU NPD sur la scène fédérale, la FTQ cherchera la solution politique aux maux des travailleurs en se tournant vers la scène provinciale pour y fonder un troisième parti.

Cette idée n'est pas nouvelle; elle remonte même avant la fondation du NPD. La répression du régime Duplessis avait entraîné la mobilisation du mouvement ouvrier contre ce gouvernement. Deux solutions s'offraient pour le combattre: créer un parti unissant toutes les classes de la société sur un programme minimum, soit la restauration de la démocratie politique (c'est le projet d'union démocratique de P.E. Trudeau); ou créer un parti politique distinct dont le programme répondrait aux besoins des masses laborieuses, des agriculteurs, des professeurs, etc. et qui instaurerait un régime de démocratie non seulement politique mais aussi économique et sociale.<sup>32</sup> Dès sa fondation, la FTQ souscrit à cette dernière idée, mais précise cependant qu'elle ne cherchera pas à mettre sur pied un parti ouvrier autonome, basé uniquement sur le mouvement syndical.

Alors qu'on se prépare fébrilement à la création du NPD, la FTQ hésite de plus en plus à fonder un parti provincial, avant que le nouveau parti ne se soit doté de solides cadres au niveau fédéral. Mais une fois le NPD fondé, s'ouvre au Québec une étape décisive pour la création d'un parti provincial "vraiment démocratique" qui sera désigné par le sigle NPD-Q.<sup>33</sup> Cette étape s'étend de 1960 à 1963 et est marquée de déboires successifs, en dépit de la bonne volonté des instigateurs du mouvement. Ceux-ci affirment qu' "une des plus grandes forces du NPD dans la province de Québec apparaîtra quand celui-ci pourra s'en remettre à un parti provincial solidement centré sur les aspirations les plus

<sup>32</sup> R. Denis, *Luttes de classe et question nationale au Québec, 1948-1968* (Montreal 1979), 183.

<sup>33</sup> *Le Monde Ouvrier*, décembre 1962.

profondes des Canadiens-français."<sup>34</sup> Ils estiment qu'un tel parti viendra combler un vide important sur la scène provinciale et empêchera l'éparpillement des forces progressives. "Les travailleurs ne doivent pas se compter pour satisfaits tant qu'ils n'auront pas contribué à bâtir, en collaboration avec les autres associations populaires et les personnes d'esprit progressif, un véritable parti socialiste, démocratique et populaire qui détiendra le pouvoir à Québec comme à Ottawa."<sup>35</sup>

Le conseil provisoire du NPD-Q au sein duquel la FTQ compte dix représentants sur trente, décide, au mois de septembre 1961, de fixer le congrès de fondation du parti provincial au mois de mars 1962. Ce congrès n'aura jamais lieu, le projet ayant rencontré, d'une part, trop d'apathie, et, d'autre part, trop d'obstacles de nature idéologique. En outre, son organisation fut compromise par les élections provinciales qui prirent de court les organisateurs du NPD-Q.

Déjà lors des élections du 22 juin 1960, la FTQ suivait l'ombre du parti libéral de Jean Lesage. Il était acquis à ce moment que la fondation d'une troisième force politique provinciale ne précéderait pas celle du parti pan-canadien, ce qui laissait le champ libre au parti libéral (PLQ) dont le programme, centré sur des questions sociales et démocratiques, recouvrait les revendications ouvrières les plus pressantes. La FTQ resta toutefois méfiante envers ce parti "traditionnel" et n'alla pas plus loin que de recommander à ses membres de voter selon leur conscience. À son congrès de 1960, elle admit que le PLQ avait pris des mesures législatives favorables aux ouvriers, mais que cela ne constituait pas une raison suffisante pour changer son orientation politique en faveur d'un nouveau parti.<sup>36</sup>

Après cette élection, la FTQ croit avoir quatre ans à sa disposition pour créer son parti. La direction de la FTQ raisonne ainsi:

Comme nous ne croyons pas le parti libéral assez démocratisé pour répondre aux aspirations du peuple, ni suffisamment libéré de ses servitudes financières pour réaliser son programme de réformes, le NPD-Q constituera le véritable parti d'opposition à l'élection de 1964.<sup>37</sup>

C'était sans compter sur l'élection-plébiscite surprise du 14 novembre 1962 dont l'issue était la nationalisation de l'électricité. En théorie opposée au parti libéral, la FTQ se retrouve encore une fois à la remorque du PLQ. Le NPD-Q n'étant pas officiellement fondé, la FTQ, faute de préparatifs et craignant sans doute d'obtenir de maigres résultats si elle engageait le nouveau parti dans la course électorale, ne participe pas activement au scrutin. Elle préfère mener parallèlement une campagne de recrutement dans ses rangs pour le NPD-Q. Elle souligne que le temps de réflexion est passé, qu'il est nécessaire d'agir vite en ayant la participation de tous les travailleurs pour maintenir vivante l'idée de

<sup>34</sup> FTQ, 7<sup>e</sup> congrès, 1962.

<sup>35</sup> *Ibid.*

<sup>36</sup> R. Denis, *Luttes de classe*, 290.

<sup>37</sup> Archives FTQ, dossier 591.6.

l'action politique au sein du mouvement syndical. Roger Provost, président de la FTQ, dénonce de plus l'élection de 1962:

*le gouvernement tente de se faire plébisciter en chevauchant une cause populaire qui rallie la majorité de la population. Une fois l'électricité nationalisée, qu'advient-il de notre code du travail, de la gratuité complète de l'éducation, et de la lutte contre le patronage?*<sup>38</sup>

Sans nommer explicitement le PLQ, la FTQ recommande toutefois à ses membres de voter en faveur de celui des deux partis qui leur offre les garanties les plus sérieuses d'effectuer sans retard la nationalisation de l'électricité. Mais elle précise qu'il ne s'agit pas d'un appui au parti libéral:

*car pour nous, le parti libéral, comme l'Union Nationale, est le parti de la haute finance à l'intérieur duquel la rue St-Jacques a mille fois plus à dire, même en matière de nationalisation de l'électricité, que les 235,000 travailleurs que représente la FTQ.*<sup>39</sup>

Malgré ces justifications, la FTQ se contredit. Elle appelle les travailleurs à adhérer au NPD-Q, mais les enjoint aussi en même temps à voter pour le parti libéral. Elle se trouvera souvent, dans les années subséquentes, dans l'obligation d'appuyer ce dernier dans ses réformes socio-économiques et dans ses revendications nationalistes avec Ottawa. Son attitude n'est pas de nature à convaincre les militants syndicaux de la nécessité d'un nouveau parti politique et enlève au NPD-Q l'image d'un réel instrument de lutte politique. La FTQ donne alors plutôt l'impression d'osciller entre le NPD au fédéral et le parti libéral au Québec. Ce dernier semble d'ailleurs se gagner de très fortes sympathies chez les travailleurs à la suite de la grève de Murdochville.

D'autres raisons s'ajoutent à ces événements politiques pour expliquer la lenteur du démarrage du NPD-Q. Ce que la FTQ appelle "d'interminables discussions théoriques sur des questions intéressant peu la population" sont justement des débats de fond qui sapent à la base le projet du NPD-Q.<sup>40</sup> On ne s'entend pas sur la nature des liens qui uniront le nouveau parti provincial avec le NPD. Les querelles idéologiques éclatent au grand jour lors du congrès d'orientation du NPD-Q en juin 1963; elles s'inscrivent dans le contexte de la Révolution tranquille et de l'éclosion du sentiment nationaliste. Les divergences portent sur le statut du NPD-Q. Devra-t-il être autonome tout en demeurant affilié au NPD ou sera-t-il indépendant, entièrement et exclusivement québécois, sans lien autre que de sympathie avec le NPD?

La première option sourit plus à la délégation officielle de la FTQ et au conseil provisoire du NPD-Q (l'aile Provost) car elle permet de maintenir des liens solides avec le mouvement ouvrier pan-canadien, liens que la centrale ne veut pas rompre. L'idéologie de "double allégeance" prévaut ici: au plan socio-politique, la FTQ a une conscience nationale qui s'identifie au Canada; au

<sup>38</sup> *Le Monde Ouvrier*, septembre 1962.

<sup>39</sup> 7<sup>e</sup> congrès, 1962.

<sup>40</sup> *Le Monde Ouvrier*, novembre 1962.

plan socio-économique, elle a une conscience de classe internationale.<sup>41</sup> La deuxième tendance, plus radicale, et dont Michel Chartrand (CSN) se fait le porte-parole, estime pour sa part que le NPD-Q doit être séparé de la section fédérale car il ne doit pas se tenir à l'écart du renouveau national qui se manifeste au Québec.

Derrière ces deux prises de position se profile la question nationale. L'aile Provost veut conserver à l'intérieur du NPD-Q le caractère fédéral du Canada. Elle croit en un "Québec fort dans un fédéralisme neuf" et le NPD est perçu comme la seule force politique fédérale incarnant potentiellement ce projet.<sup>42</sup> Pour elle, la question nationale est au fond un problème socio-économique qui ne peut être résolu que par la prise du pouvoir au Québec par une formation politique ouvrière-démocrate associée au NPD. La FTQ endosse l'idée des deux nations, contrairement à l'aile Chartrand qui souhaite, sans préconiser nécessairement l'indépendance, une confédération au sein de laquelle le Québec détiendrait le statut d'État associé.<sup>43</sup>

Pour la FTQ, cette option ne peut que mener à l'indépendantisme qu'elle perçoit comme nuisible aux travailleurs. Au congrès de novembre 1961, est adoptée une déclaration de principe rejetant le séparatisme, mais sans condamner les mouvements qui le préconisent, ni contester la légitimité des griefs qu'ils véhiculent car beaucoup de délégués au congrès repoussent à court terme la solution indépendantiste quoiqu'ils reconnaissent qu'elle joue un rôle progressif en stimulant l'éveil national du peuple québécois.<sup>44</sup> Les arguments invoqués pour proscrire le séparatisme sont des classiques du genre. Cette option politique est associée à la violence et au terrorisme, à l'isolement, à l'assimilation aux États-Unis, à la baisse du niveau de vie des travailleurs et donc à la stagnation économique; elle compromet en fin de compte l'épanouissement culturel des Canadiens français. Selon Roger Provost, elle est "une voie sans issue où l'on a déjà trop tendance à garer une foule de problèmes pressants touchant le bien-être des classes les plus défavorisées de la population."<sup>45</sup> Pour mettre fin à la menace du séparatisme, les instances dirigeantes de la FTQ misent sur une percée rapide du NPD qui, une fois au pouvoir, au fédéral, réaliserait des réformes économiques et constitutionnelles qui saperaient à la base le développement du mouvement indépendantiste.

Ce sont donc ces deux tendances difficilement conciliables qui s'affrontent lors du congrès d'orientation du NPD-Q en 1963. Un éclatement des forces ouvrières et des forces de gauche s'ensuit, donnant naissance au Parti Socialiste du Québec (PSQ), distinct du NPD-Q. Pour l'aile Provost, qui rallie l'écrasante majorité de la direction de la FTQ, le PSQ est associé au trotskisme, au

<sup>41</sup> Léo Roback, *L'idéologie de la FTQ, évolution historique*, document ronéotypé, 27 décembre 1967, 19.

<sup>42</sup> Cyr, *Éléments*, 58.

<sup>43</sup> Denis, *Luttes de classe*, 325.

<sup>44</sup> Cyr, *Éléments*, 63.

<sup>45</sup> *Le Monde Ouvrier*, juillet-août 1963.

FLQ et aux indépendantistes. Il a été fondé, dit-on, par "quelques activistes minoritaires qui ont choisi de saboter le projet original (le NPD-Q) en le détournant de ses fins."<sup>46</sup> Pourtant, pour éviter d'aviver les tensions à l'intérieur de la centrale, on se refuse à condamner par écrit le PSQ et on s'en remet à un comité d'étude du programme et de la constitution de ce nouveau parti avant d'émettre un jugement définitif. Quelques-uns des cadres et militants de la FTQ travailleront à titre individuel au sein du PSQ (comme par exemple Fernand Daoust, qui sera premier président du conseil provisoire du PSQ), mais la FTQ en tant qu'organisme n'aura aucun lien avec ce parti.

### III

#### La FTQ dans le sillage du Parti québécois

LA SCISSION À L'INTÉRIEUR DU NPD-Q débouche sur une période pendant laquelle les chefs du mouvement ouvrier, désillusionnés, prennent leur distance par rapport à l'idée d'un parti indépendant des classes laborieuses fondé sur les syndicats. À la FTQ, on traverse au même moment une crise d'identité dont on ne commence à se sortir que vers 1965, avec l'arrivée de Louis Laberge à la présidence de la centrale et d'une nouvelle équipe à la tête de la FTQ qui se reconnaît davantage dans les aspirations nationales des Québécois que dans le projet du NPD.

De plus, le mouvement ouvrier commence à désenchanter de la Révolution tranquille. Le code du travail, qui donne le droit de grève aux salariés des services publics et aux employés du gouvernement provoque un vif affrontement entre les syndiqués et l'État, ce qui favorise une prise de conscience de la dimension politique de l'action syndicale. Comme à la CSN, la centrale conteste plus globalement l'ordre socio-politique existant. La radicalisation de la FTQ s'amorce avec l'attaque agressive qu'elle lance contre le gouvernement Lesage et le Bill 54 qui, dans ses premières versions, maintenait l'arbitrage obligatoire pour les secteurs public et para-public et interdisait aux fonctionnaires de s'affilier à une centrale syndicale.

Au lendemain de la loi 25 qui force le retour au travail des grévistes de l'enseignement (1967), les dirigeants syndicaux sont amenés à faire à nouveau le constat de la nécessité de l'action politique, et la question du parti des travailleurs refait surface. Au congrès de la FTQ en 1967, on adopte une résolution qui préconise l'organisation d'une conférence exploratoire devant mener éventuellement au regroupement des forces politiques de gauche au sein d'un parti provincial.<sup>47</sup> Mais ce projet n'aura pas de suite. La prudence est de mise: les leçons ont été tirées de l'échec de l'appui au NPD et de la création du NPD-Q. Dans son rapport au congrès de 1969, le comité d'action politique recommande à la direction de la FTQ de n'appuyer aucun parti politique sur la scène provinciale parce qu'aucun travail de base n'a été fait. "Si un tel appui

<sup>46</sup> *Ibid.*, juin 1963.

<sup>47</sup> Denis, *Luttes de classe*, 532.

venait à être donné, le comité est d'avis qu'il devrait originer des membres, exprimant une volonté populaire, et non des dirigeants."<sup>46</sup> Louis Laberge déclare que si aucun parti ne satisfait à fond les aspirations de la classe ouvrière, il ne faut pas exclure la possibilité d'en bâtir un. Mais il reconnaît qu'un tel parti ouvrier est prématuré: "il nous reste du chemin à parcourir dans la formation de la conscience politique des travailleurs. On ne fera pas l'erreur de construire un parti ouvrier tant que la base ne sera pas prête à embarquer."<sup>48</sup>

Les problèmes de fond restent donc les mêmes. Pourtant, le processus de réorientation idéologique et politique de la FTQ est marqué par l'émergence d'un courant nettement favorable aux thèses indépendantistes. Le congrès de 1967 se prononce contre le séparatisme, mais contrairement aux congrès antérieurs, il reconnaît aussi le droit à l'autodétermination de la nation canadienne-française allant jusqu'à et incluant son droit à la sécession. Quatre ans plus tard une résolution anti-séparatiste est rejetée massivement. Les travailleurs sont conviés, à ce même congrès, à remplacer le système en place par une société socialiste et démocratique en appuyant un parti politique ou en en créant un.

L'année 1971 marqua un tournant idéologique important pour la FTQ. En effet, elle abandonne son nationalisme canadien pour se tourner vers le nationalisme québécois. Ce changement d'attitude se traduit par une modification des statuts de la centrale. En même temps que l'on retire l'appui officiel au NPD, on reconnaît le droit à l'autodétermination du Québec et l'on fait disparaître la clause condamnant le séparatisme. Entre le parti du travail et le parti nationaliste, ce dernier l'emportera. Et ce parti nationaliste, ce sera le Parti Québécois (PQ).

Le ralliement au PQ s'exprime dans le document "*L'État, rouage de notre exploitation.*" (1971) Il propose une critique marxiste de la société et de l'État dans laquelle se retrouvent plusieurs éléments du programme du PQ. Jusqu'à la victoire de ce dernier en 1976, l'orientation générale de la FTQ restera d'ailleurs globalement inscrite dans l'optique péquiste. À cause des aspects sociaux de son programme et de l'origine de ses dirigeants, le PQ apparaît comme le parti le plus ouvert aux aspirations des travailleurs. De plus, il reste démocratique au niveau de son financement et du processus de prise de décision. Le mouvement ouvrier s'étant révélé incapable de prendre en charge la question nationale, il se tourne, faute d'alternative, vers l'idéologie multi-classiste du Parti québécois. Dans un contexte de guerre ouverte entre le gouvernement libéral et les syndicats, le PQ est jugé le seul parti capable de renverser le gouvernement Bourassa et de mettre un terme à sa politique anti-syndicale.

Des pressions internes poussent également la FTQ à appuyer le PQ. Le mouvement d'adhésion est venu spontanément de la base et des cadres intermédiaires, et particulièrement des Métallurgistes Unis d'Amérique. En novembre

<sup>46</sup> "Action politique: rendez-vous en 1971," 11<sup>e</sup> congrès, novembre 1969.

<sup>48</sup> CSN-CEQ. *Histoire du mouvement ouvrier au Québec. 1825-1976* (Montréal 1979). 207.

1971, Fernand Daoust évalue à 50% la proportion des militants FTQ qui ont voté pour le Parti québécois aux dernières élections. "L'appui de la Fédération au principe d'autodétermination, dit-il, permet aux militants de la FTQ de travailler à l'aise au sein du PQ sans contredire la position officielle de la FTQ."<sup>50</sup> Au congrès de 1973, un sondage est effectué auprès des mille délégués présents: 76.1% des répondants affirment avoir voté pour le PQ aux dernières élections provinciales, et 11% pour le Parti libéral.<sup>51</sup> En 1976, un sondage similaire démontre que le PQ rallierait les suffrages de 79% des délégués, et les partis traditionnels (Union Nationale et Parti libéral), seulement 3.7%.<sup>52</sup>

L'appui au Parti québécois n'est cependant pas inconditionnel. La FTQ est consciente du fait que le PQ n'est pas issu des luttes du mouvement ouvrier, qu'il n'est pas un véritable parti des travailleurs puisqu'il regroupe des éléments ayant des intérêts fondamentalement divergeants.<sup>53</sup> Bien des signes indiquent que le PQ n'est pas exclusivement au service de la classe ouvrière québécoise. Il n'a jamais donné suite à une résolution de son congrès de 1971 créant un comité de consultation permanente avec les syndicats; et il a refusé des contributions directes des syndicats, marquant ainsi son indépendance à leur endroit.<sup>54</sup> L'incompatibilité de la stratégie péquiste avec l'action autonome des travailleurs apparaît dès 1972. Pour se gagner l'électorat, le PQ fera preuve de ses capacités à maintenir la paix sociale en s'efforçant de jouer au médiateur entre les grévistes et le gouvernement Bourassa.

Pour ces raisons, l'appui au PQ ne fait pas l'unanimité chez les militants de la FTQ. Et, au congrès de décembre 1973, les tendances politiques éclatent avec une vigueur renouvelée lorsqu'est abordé le problème de la forme que doit prendre la participation des travailleurs à la vie politique. Le débat est particulièrement vif entre partisans d'un parti ouvrier et partisans péquistes. Les premiers estiment que le mouvement syndical doit travailler prioritairement à la création d'un instrument politique s'identifiant exclusivement aux intérêts de la classe ouvrière; pour eux, le PQ est un leurre et le rapprochement de la FTQ à ce parti est trop étroit et trop peu critique. Les seconds craignent que, dans le contexte politique actuel au Québec, la formation d'un parti ouvrier ne ferait que diviser politiquement les travailleurs puisqu'une part importante d'entre eux s'identifie au PQ et à la cause indépendantiste.<sup>55</sup>

Cette second tendance, qui veut procéder par étape, gagnera de justesse le débat, sans toutefois le clore définitivement. Elle croit qu'il y a possibilité d'influer, de l'intérieur, sur le programme du PQ, à cause de son membership et de la composition du personnel dirigeant du parti. Les syndiqués peuvent faire pression sur le PQ pour qu'il aille dans le sens des intérêts des travailleurs.

<sup>50</sup> *Le Devoir*, 6 décembre 1971.

<sup>51</sup> 13<sup>e</sup> congrès, novembre 1973.

<sup>52</sup> *Le Monde Ouvrier*, janvier 1976.

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> *Le Devoir*, 5 décembre 1973.

<sup>55</sup> *Le Monde Ouvrier*, janvier 1974.

Pour ce, la FTQ décide, lors de son congrès de décembre 1975, de définir un programme politique propre à la classe ouvrière du Québec, programme qui servira d'outil à ses militants membres du Parti québécois, et de base, à ses interventions dans le domaine politique. Cependant, au sein du PQ, la FTQ est faible numériquement. En 1970, 37.2% des membres du PQ proviennent des professions libérales, alors que 12.6% sont des cols bleus. Les ouvriers ne représentent que 5% des candidats du PQ aux élections de 1970 et de 1973, et 10% lors de celles de 1976.<sup>56</sup> La FTQ ne pourra pas influencer aussi facilement qu'elle le pense la politique du Parti québécois, et son rêve de le transformer en parti travailliste sera plus difficile que prévu.

L'appui de la centrale au parti de René Lévesque se veut "tactique." Il se traduit par des consignes de vote, par l'élection de syndicalistes péquistes, ou de candidats péquistes dans les comités ouvriers. Lors de l'élection de 1970, la direction centrale de la FTQ refuse de s'impliquer activement dans la campagne électorale. Elle garde la même attitude en 1973, mais dénoncera tour à tour de façon virulente, les différents partis politiques, à l'exception du PQ. Parce que la FTQ projette pendant ces années une image trop combative et trop radicale, les milieux péquistes lui demande de ne pas "occuper trop de place de peur de nuire aux forces progressistes qui participent à cette élection et dont l'image publique est meilleure que la FTQ."<sup>57</sup>

Obéissante, la FTQ allait par la suite s'interroger sur l'utilité de son silence volontaire. Aux lendemains des élections, Louis Laberge fit savoir que la décision qu'il avait prise de ne pas s'engager publiquement lors de la campagne électorale n'était peut-être pas la meilleure décision de sa carrière:

Le résultat aurait pu être différent si le mouvement ouvrier s'était engagé davantage, si on avait organisé des centaines et des centaines d'assemblées, partout, pour montrer aux travailleurs que les libéraux ne sont pas de leur bord.<sup>58</sup>

La FTQ saura quelle attitude adopter lors de la campagne électorale de 1976. Elle s'engage alors ouvertement en faveur du Parti québécois. Le 14<sup>e</sup> congrès de la centrale, en 1975, avait reconnu dans le PQ "la seule formation possible capable de débarrasser le Québec d'un gouvernement vendu aux intérêts qui exploitent les travailleurs."<sup>59</sup> L'administration Bourassa est accusée de tous les maux. Recommandation est faite aux 280,000 membres de la FTQ d'élire le Parti québécois. La victoire du 15 novembre est alors interprétée par Louis Laberge comme "la défaite de l'anti-syndicalisme" et elle ouvre de nouveaux horizons dans les discussions entre l'État et le monde ouvrier.<sup>60</sup>

Cette lune de miel entre le PQ et la FTQ comporte des conséquences importantes pour l'autonomie de la FTQ. Sa collaboration étroite avec le PQ l'a aidée à renforcer sa cohésion politico-idéologique, mais en même temps, l'a inféodée

<sup>56</sup> Cyr, *Éléments*, 138.

<sup>57</sup> *Ibid.*, 146.

<sup>58</sup> *Québec-Presse*, 2 décembre 1973.

<sup>59</sup> *Le Monde Ouvrier*, janvier 1976.

<sup>60</sup> *Ibid.*, décembre 1976.

au PQ. Cette subordination est particulièrement évidente en 1973, lorsque la FTQ, pour ne pas nuire au succès du PQ, doit mettre de côté ses aspirations politiques. À cause de son orientation pro-péquistes, la FTQ risque de faire passer les objectifs du mouvement ouvrier après ceux du Parti québécois, et peut ainsi perdre sa capacité novatrice et critique. En monopolisant l'appui des travailleurs, le PQ devient un obstacle considérable à la formation d'un parti politique ouvrier. La FTQ croyait pouvoir influencer de l'intérieur la politique du PQ, mais on peut se demander si l'infiltration ne s'est pas plutôt faite à l'intérieur de la FTQ par le PQ. Par ailleurs, bien que le PQ ne soit pas un parti travailliste et que son influence au sein de la FTQ ne soit pas particulièrement saine pour l'indépendance d'action de la centrale, il a néanmoins eu des effets importants sur l'action politique ouvrière. Pour la première fois, l'appui à un parti politique vient spontanément de la base et on assiste à une "conscientisation" politique croissante des travailleurs. Constatation encourageante si l'on considère que depuis sa fondation en 1957, la participation de la FTQ aux élections tant fédérales que provinciales n'a jamais donné de résultats positifs. De plus, le problème du clivage idéologique entre "l'intelligentsia" du mouvement syndical et les membres de la base, clivage qui nuisait tant à l'unité de l'action politique des ouvriers, semble momentanément surmonté. La question nationale, après avoir divisé les travailleurs en deux camps, allait les rallier autour du Parti Québécois.

\* \* \*

LE THÈME DE L'ACTION politique demeure toujours un chaud point de discussion à l'intérieur de la FTQ. Traditionnellement, cette question mettait en opposition les partisans d'une participation des travailleurs à la vie politique et ceux qui soutenaient que les syndicats ne devaient pas se mêler de politique. Au tout début, la FTQ chercha simplement à améliorer la législation en usant de son influence sur le législateur; mais dès 1958, elle voulut aller au-delà de la politique d'influence, de la simple revendication économique et ressentit le besoin de créer son propre instrument politique. L'idée de la participation politique acceptée, le débat de fond porta dès lors sur l'opportunisme de créer un parti de la classe ouvrière. Dans les années 70, la FTQ amorce un tournant idéologique important, qui l'amène à contester les structures socio-économiques. L'action politique n'est dès lors plus considérée comme simple "instrument" pour renforcer l'action revendicatrice; elle vise à changer la société globale. Pour faire triompher ses vues sociales et économiques, la FTQ s'en remet au PQ, mais ce faisant, elle abandonne le projet controversé du parti politique ouvrier à base syndicale.

Le sens de la politisation n'est plus révolutionnaire mais réformiste. Toujours à contester le système politique en place, la FTQ éprouve de la difficulté à proposer une solution de rechange. Et il semble que les succès de l'action politique en soient restés au stade théorique et se soient résumés à des séances d'études, des colloques sur un sujet politique donné. À moins de faire entrer

l'action politique dans les habitudes de pensée et d'action des syndiqués, à moins d'obtenir une homogénéité idéologique dans le milieu ouvrier et de développer chez les travailleurs une conscience de classe, le parti ouvrier rêvé par la FTQ demeurera irréalisable.

New



# Maritimes

AN INDEPENDENT  
REGIONAL MONTHLY  
REPORTING ON  
POLITICAL, CULTURAL  
AND ECONOMIC  
ISSUES FROM A  
CRITICAL LEFT  
POINT OF VIEW.

*Yes, I want to receive **New Maritimes**.  
Please put me on your subscription  
list for the next year. Enclosed find  
my cheque or money order for \$11.*

Name \_\_\_\_\_

Address \_\_\_\_\_

Postal Code \_\_\_\_\_

Make cheque or money order payable to  
**New Maritimes** and mail to:

**New Maritimes**  
Enfield, Hants County  
N.S. B0N 1N0

## Social Change Tool for the 80's



... a quarterly subject index to over 150 alternative publications.

Get your library to subscribe if it doesn't already.

Institutional subscription \$90.00/yr.

Individual and movement group subscription \$25.00/yr.

For a free list of alternative and radical publications and for more information write:

Alternative Press Center

P.O. Box 7229

Baltimore, Maryland

21218

(301) 243-2471

*Labour /Le Travailleur* is indexed in the Alternative Press Index.